

Supprimer en France l'Impôt sur le revenu est la recette de la relance et de la préservation du pouvoir d'achat

Notre système économique basé sur l'impôt est appelé à s'améliorer, à s'améliorer toujours, et à s'effacer au niveau de l'impôt sur le revenu en pour réaliser autrement sa mission de service public.

Supprimer un impôt n'est pas supprimer les autres impôts. Notre système économique est malade. La suppression de l'impôt sur le revenu signifie 20% des recettes de l'Etat afin de relancer l'emploi par la consommation. Il serait alors judicieux de s'interroger pour savoir si les 80 milliards dédiés au plan de relance de l'industrie seront utiles pour la réindustrialisation et mettre de la clarté sur les conditions d'octroi qui concernent le revenu universel en faveur des jeunes.

Les Français se trouvent confrontés à une perte progressive de leur pouvoir d'achat.

Je pose la question suivante : pourquoi prélever par le biais de l'impôt sur le revenu et redistribuer l'argent ensuite arbitrairement sous forme d'aides ? La théorie de Keynes défend le principe qu'en laissant l'argent travailler dans l'économie réelle pour la consommation, on favorise la réinjection réelle de cet argent dans la vraie économie.

La maladie est souvent le signal fort qui nous propose de changer radicalement notre façon de voir et de penser pour aller mieux. Le malade est contraint de s'occuper de l'Homme qu'il est et d'écouter sa sagesse afin de se réaliser.

Le contexte actuel pointe un système affaibli par un impôt sur le revenu comme le serait un organisme humain malade vidé de son énergie. Il a souffert d'une crise sanitaire, la relance de l'économie n'est pas au rendez-vous, le pouvoir d'achat est en chute. Son diagnostic vital est engagé et je propose que cet impôt soit supprimé.

La vie est changement perpétuel. Cependant il nous est donné d'être les décideurs de notre avenir et il nous appartient d'agir avec justesse, justice et respect.

Notre société s'enlise dans la maladie de la bureaucratie digitalisée et invasive. Les rivalités sont attisées, les comportements schizo-phréniques du tout contrôle conduisent à la division, à l'isolement, à la détresse. Notre système perdrait-il la mémoire au point d'oublier notre classe moyenne qui travaille et crée, au point d'oublier qu'il est vital et urgent de permettre la relance économique.

Nous avons besoin de discours déterminés qui éclairent une voie nouvelle et sereine.

Les courtisans menteurs de tous horizons sont démasqués et les promesses ayant pour unique objectif d'obtenir une voix de plus sonnent faux. Les opportunistes appartiendront bientôt au passé. On n'honore plus un système, une administration par carriérisme ou amour du pouvoir.

L'heure est venue de se mettre au service des enfants, des femmes et des hommes de France avec humilité et respect, de montrer un chemin accepté et compris par tous.

Ma proposition est la suppression de l'impôt sur le revenu.

Puisque malade il y a, puisqu'elle nous indique là où ça fait mal, portons notre regard neuf sur ce qui ne va pas bien et interrogeons-nous sur les transformations à mettre en oeuvre. Nous devons constater que l'impôt sur le revenu n'a plus de raison d'être. Il appartient à une culture de l'imposition sur le revenu qui relève d'un dogme dépassé, d'une croyance. En effet, il ne correspond ni aux flux économiques réels ni aux besoins de recettes de l'Etat.

La crise annoncée est à notre porte.

Le budget sincère et sérieux présenté par le gouvernement est conscient de la hausse des matières premières énergétiques (plus de 1000 euros de hausse par ménage pour 2022 incluant les dépenses de chauffage et de carburant) , de la crise des composants électroniques automobiles et de la très probable hausse des taux d'intérêts liés à l'inflation. (2,7% en septembre). Le budget sert à accompagner les français dans leur quotidien, et doit prendre en compte un déficit français qui est de l'ordre de 114% du PIB, ce qui est dangereusement élevé.

Il apparaît que ce budget est un budget à trous car certaines dépenses n'ont pas été correctement évaluées et il existe un flou certain sur le type de recettes planifiées.

Notre regard doit se porter sur l'avenir. A l'heure actuelle et jusqu'en 2023, la dette française est achetée par la banque centrale européenne et cela signifie que nos dettes et dépenses ne coûtent rien ou très peu. Ce report d'échéance permet aux responsables d'annoncer le « plan 2030 pour l'industrie » de 30 milliards d'euros, ainsi que le nouveau « RSA jeunes » estimé à 50 milliards d'euros. Il n'existe pas de garantie de relance de l'économie réelle liée à ce que je nomme des « trous budgétaires ».

Economiquement, nous nous retrouvons dans un monde d'open bar.

Cela n'est pas du keynésianisme qui consisterait lui, à faire le choix d'injections d'argent par l'Etat dans de grands investissements nationaux avec l'intention de soutenir l'économie. Il semble qu'on a présenté aux Français un vrai budget politique sincère mais un faux budget économique qui ressemble à la fin du pacte de stabilité.

A titre personnel, je m'inquiète, de la dérive de ce budget ainsi que du niveau élevé de la dette française (2.739,2 milliards d'euros). D'autres économistes alertent également. Le haut conseil des finances publiques qualifie le budget en ces termes : « Le budget est incomplet. En effet, il n'intègre pas l'impact des mesures qui ont déjà été annoncées par le gouvernement. ». Plus explicitement, les

deux trous budgétaires représentent au total plus de 80 milliards d'euros.

En France, la réflexion économique est perturbée par la redistribution. Un choix pertinent et serein consisterait à limiter les dépenses et de supprimer des recettes liées aux prélèvements obligatoires dans un but d'efficacité en respectant l'esprit de la théorie de Keynes.

L'impôt sur le revenu est la recette la plus symbolique. Elle se chiffre à 75,7 milliards en 2020 - cet impôt est payé par 17,1 millions de contribuables soit 43 % des foyers fiscaux français. Cette recette est donc moins élevée que les deux trous budgétaires. A titre de comparaison, la TVA représente 123 milliards des recettes budgétaire en France.

Ces chiffres, la position du haut conseil aux finances publiques, l'idée d'une relance économique pérenne soutenue par l'Etat me conduisent à penser qu'il serait sage de permettre aux citoyens français de devenir les acteurs économiques directs de notre économie. Ils réinjecteraient directement ce plus à gagner dans l'économie réelle avec une vision sociale et responsable.

Keynes avance la théorie que le marché ne s'autorégule pas, n'assure pas le plein-emploi et que l'intervention de l'Etat est nécessaire pour relancer une économie. Il est donc probable que si nous laissons les citoyens faire un usage naturel de l'énergie de l'argent, nous obtiendrons de meilleurs résultats que si nous soumettons ces mêmes citoyens à un dirigisme étatique imparfait au cours d'une phase de récession.

L'Etat, en pensant faire du keynésianisme social, opte pour des dépenses d'Etat fortes et donc sur un impôt sur le revenu trop fort au regard de la situation. Il s'agit en réalité de l'anti-keynésianisme qui s'avèrera être contre productif sur un fond de dette à 114% du PIB.

Pousser la croissance, c'est laisser leur argent à ceux qui le gagnent. La suppression de l'impôt est un acte vertueux et en aucun cas anti-social. Nous n'avons jamais connu une crise de ce type et elle se caractérise par une crise de l'offre et de la demande. Le travail va devenir un produit rare, les entreprises vont être impactées.

La pauvreté s'accélère et il va falloir financer l'unité solidaire par un revenu minimum vital. Il faudrait aussi prélever une taxe Covid-19 sur les mouvements et les marchés financiers L'économie pourrait alors reprendre.

Sans la suppression de l'impôt sur le revenu, nous allons persister à rester dans un système dépendant de la croissance par la dette tout en maintenant une pression fiscale forte qui est un accélérateur de déclin qui risque d'aboutir sur un réel risque systémique.

En ce moment, nombre de Français pensent que l'on vit comme avant. Pourtant en arrière-plan, la liquidité a été rajoutée partout, la dette donc a augmenté et la vraie question n'est plus de la chiffrer mais bien de se demander comment y faire face ?

Les projections pour la croissance disent qu'en 2022 on sera encore en récupération. 5% de croissance sont attendus. Cela correspond à la récupération de l'effondrement que nous avons subi en 2020. En 2023 le chiffre attendu est de 1,9% et toujours à la baisse en 2024. Il faut savoir que sous la barre de 3 % de croissance le chômage se crée et est facteur de tension sociale. Il est donc évident que nous tendons vers une croissance faible et donc vers une nouvelle phase d'endettement de la France.

Il est intéressant de noter que les Français sont soumis aux prélèvements publics les plus élevés du monde (2ème position mondiale en 2021) et que nous sommes parmi les dépenses publiques les plus élevées du monde. Si nous nous retrouvons sous peu avec une croissance faible, une dette de plus en plus élevée, cela risque d'être fatal avec des taux des banques centrales montants poussés par l'inflation.

En effaçant l'impôt sur le revenu, en maintenant les autres impôts et taxes en France, on laisse (au lieu d'injecter) 80 milliards d'euros dans l'économie réelle française. On soutient par conséquent la consommation et on limite les dépenses. L'enrichissement immédiat de tous les Français autorise la relance de l'économie sur une longue période (et non le court terme des dépenses) et diminue la montée de la dette française en nous protégeant d'une montée des taux des banques centrales.

En réduisant les risques de tensions sociales, en protégeant les Français d'une hausse du coût de la vie, nous optons pour une reprise économique indispensable par la consommation, l'épargne, l'investissement des Français dans leur économie. Il est question de se tourner vers une économie de la cohérence, du respect, de la bienveillance et de la compétence. La société qui se dessine va réapprendre la valeur des choses, la qualité des produits, la valeur ajoutée de l'économie réelle qui ne se disperse plus dans des calculs fondamentaux mondiaux. C'est permettre le bon sens citoyen.

Recette de l'Etat français 313,4 Md euros dont TVA 126 MdE, Impôt sur le revenu 75,7 MdE, Impôts sur les sociétés 48,2 MdE, contributions fiscales diverses 43,1 MdE, recettes non fiscales 14,4 MdE, recettes de fonds de concours 6 MdE